

Les subsides

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre!

M. Riis: Cela reviendrait à dire le parti Nouveau parti démocratique.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Saskatoon-Est (M. Ravis) a-t-il terminé son observation?

● (1550)

M. Ravis: Monsieur le Président, je voulais juste formuler une observation; je n'avais pas de question à poser.

Le président suppléant (M. Charest): Très brièvement, la parole est au député de Davenport (M. Caccia).

M. Caccia: Monsieur le Président, cette observation mérite une brève explication. Le député de Saskatoon-Est (M. Ravis) m'a attribué une déclaration que je n'ai pas faite au sujet de l'industrie. Ainsi, elle est l'oeuvre de quelqu'un d'autre. En outre, à ma connaissance, le gouvernement néo-démocrate de la Saskatchewan n'a pas décidé d'éliminer de ni même réduire l'utilisation de l'énergie nucléaire et sa dépendance à l'égard de cette source d'énergie.

L'hon. Bob Layton (ministre d'État (Mines)): Monsieur le Président, alors que j'écoutais les interventions de mes collègues aujourd'hui, cela m'a rappelé ma visite officielle de la semaine dernière en Roumanie. Le président de ce pays, le président Ceausescu, est franchement en faveur de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire . . .

M. Caccia: Mais il n'a pas l'argent voulu. C'est là son problème.

M. Waddell: Ses grands discours ne lui coûtent rien.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre!

M. Layton: Depuis 15 ou 17 ans, le gouvernement roumain examine les besoins énergétiques du pays. Imaginons un instant que nous ayons vécu à Bucarest l'hiver dernier où l'on ne permettait d'utiliser qu'une seule ampoule de 40 watts. C'est ce que le gouvernement a fait, pour que le pays ne vive pas au-dessus de ses moyens car il est en train de réduire sa dette internationale. En s'imposant cette épreuve, compte tenu de toute la technologie à leur disposition et de la capacité de leur gouvernement de négocier, les Roumains ont décidé d'acquérir la technologie mise au point par les Canadiens, le réacteur nucléaire CANDU.

Notre visite a coïncidé avec l'accident de Tchernobyl. La Roumanie se trouve dans le rayon de 500 kilomètres qu'on a jugée peu sûre pour la sécurité publique. En dépit de cela, cette société est très décidée à subvenir à ses besoins en matière d'énergie nucléaire.

Nous avons visité un seul emplacement où l'on construit en même temps quatre réacteurs CANDU qui constitueront la centrale nucléaire. La Roumanie fait confiance aux Canadiens qu'elle juge compétents, et à la technologie canadienne qu'elle estime sûre.

Vous vous en souvenez, monsieur le Président, ayant vous aussi participé à ces entretiens avec les dirigeants roumains, ces

derniers souhaitaient avant tout que le Canada les rassure et leur garantisse, vu les risques, que l'on insistera encore davantage sur le contrôle de la qualité sous tous ses aspects, notamment la conception, la construction, le matériel, l'installation, l'exploitation et la surveillance. Les Canadiens qui travaillent un peu partout dans le monde, et surtout dans ce milieu étrange qu'est l'Europe de l'Est, inspirent confiance pour ce qui est d'assurer cette qualité.

Notre gouvernement se soucie de la sécurité des travailleurs et du public. La preuve, c'est que nous exigeons que soient appliquées de manière rigide toutes les normes que nous avons mises au point avec la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Il serait très facile de suspendre l'activité du secteur de l'énergie nucléaire, même d'y mettre carrément un terme, et d'opter pour d'autres solutions de remplacement. Cependant, quiconque possède des connaissances en génie sait que les solutions douces, entre autres l'énergie solaire, éolienne et marémotrice, n'offrent que des ressources très limitées par rapport à ce que notre société attend de ses réseaux énergétiques. Le pétrole et le gaz à bon marché sont inévitablement limités. Quant au charbon, il est cher et pose d'autres problèmes d'ordre écologique.

Si le Canada partage avec la Roumanie, la Corée ou l'Argentine sa technologie de pointe, sûre et de conception canadienne, c'est qu'il a le sens des responsabilités. Le gouvernement et le secteur privé collaborent afin que les pays qui appliqueront cette technologie bénéficient de conseils judicieux. Nous avons confiance dans notre savoir-faire et notre technologie. Et par là je n'entends pas seulement les mines, qui se situent au début du cycle.

Je me suis réjoui d'entendre le député d'Algoma (M. Foster) vanter nos mines d'uranium et le fait que nous sommes capables de raffiner ce minerai. Qu'il se rassure, dans la mesure du possible nous entendons raffiner nous-mêmes nos matières premières.

M. Waddell: Y compris l'uranium?

M. Layton: Y compris l'uranium.

J'ai été étonné d'entendre les propos des néo-démocrates. On dirait qu'ils sont nés de la dernière pluie.

M. McDermid: Vous ne devriez pas, ils sont toujours aussi cinglés . . .

M. Layton: Le bon vieil NPD. Les députés parlent comme si l'énergie nucléaire n'existait pas au Canada. Le député de Saskatoon-Est (M. Ravis) disait tout à l'heure qu'il n'y a sans doute pas d'endroit au monde où l'uranium est aussi abondant qu'en Saskatchewan. Le Canada possède cette richesse pour la partager en toute sécurité avec les autres pays.

Je suis heureux d'intervenir sur cette motion d'Opposition. L'étude d'une telle motion nous permet d'exposer les faits tels qu'ils sont, des faits qui se rattachent expressément à l'énergie nucléaire au Canada. Voyons un peu ce qui distingue le système canadien CANDU des systèmes de l'Union Soviétique.